



Fondation
du Judaïsme
Français

Fondation du Judaïsme français Ipsos

L'évolution de la relation à l'autre au sein de la société française –
vague 2

Contacts :

Brice Teinturier

brice.teinturier@ipsos.com

01 41 98 90 93

Etienne Mercier

etienne.mercier@ipsos.com

01 41 98 92 79

Table des matières

INTRODUCTION	1
LE CONTEXTE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE	3
I- UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PROFONDÉMENT INQUIÈTE POUR SON AVENIR	3
I.1. <i>La situation économique reste un sujet de préoccupation majeur</i>	3
I.2. <i>Dans le contexte de vague d'attaques terroristes, les préoccupations vis-à-vis du terrorisme et les tensions identitaires s'accroissent</i>	4
II- UN CADRE DE VIE GLOBALEMENT AGRÉABLE	5
II.1. <i>Un pays « où il fait bon vivre »</i>	5
II.2. <i>Une perception positive de son environnement proche</i>	5
LA RELATION À L'AUTRE DANS LES PRATIQUES QUOTIDIENNES DES FRANÇAIS	16
I- DES FRANÇAIS QUI ÉVOLUENT DANS UN MILIEU OÙ LA DIVERSITÉ A TOUTE SA PLACE	17
I.1. <i>Les Français côtoient des personnes de tous milieux, origines, religions, sexualités</i>	17
I.2. <i>... même si certaines crispations peuvent exister avec les personnes n'ayant pas la même origine</i>	28
II- AU QUOTIDIEN, DES RELATIONS RELATIVEMENT SEREINES AVEC LA PLUPART DES POPULATIONS PRÉSENTES SUR LE TERRITOIRE NATIONAL	28
II.1. <i>Parmi les relations avec les personnes d'origine étrangère, seules celles avec les Roms semblent parfois tendues, tout en s'améliorant nettement</i>	39
II.2. <i>Au quotidien, de bonnes relations avec les personnes de différentes religions</i>	39
III- CES RELATIONS AISÉES N'EMPÊCHENT PAS UNE PARTIE NON NÉGLIGEABLE DES FRANÇAIS DE REFUSER LE MARIAGE DE LEURS ENFANTS AVEC UN(E) MUSULMAN(E) OU UN(E) MAGHRÉBIN(E).....	410
III.1. <i>Un rejet croissant du mariage de sa fille avec un homme musulman</i>	410
III.2. <i>Un phénomène similaire concernant les hommes maghrébins</i>	511
LES OPINIONS SUR L'IMMIGRATION ET SUR L'ISLAM	612
I- UN RAPPORT À L'IMMIGRATION QUI SE TEND TRÈS LÉGÈREMENT EN DEUX ANS	612
I.1. <i>Un léger raidissement de l'opinion publique</i>	612
I.2. <i>Les sympathisants FN sont à l'origine de ce surcroît de crispation</i>	612
I.3. <i>Un rejet qui varie fortement selon les minorités</i>	713
II- L'ISLAM EST SENSIBLEMENT PLUS REJETÉ PAR LES FRANÇAIS, NOTAMMENT LES SIGNES QUI LE RENDENT VISIBLE DANS L'ESPACE PUBLIC.....	814
II.1. <i>Une visibilité de l'islam dans l'espace public qui agace, voire inquiète</i>	814
II.2. <i>Les solutions en faveur d'une meilleure intégration de l'islam sont rejetées</i>	915
II.2. <i>Un net recul de l'acceptation de la place de l'islam dans l'espace public en deux ans, notamment provoqué par un raidissement à gauche</i>	915
LES PRÉJUGÉS ANTISÉMITES ET LA SITUATION DES JUIFS DE FRANCE	1117
I- DES PRÉJUGÉS ANTISÉMITES QUI DIMINUENT LÉGÈREMENT, MAIS RESTENT SOLIDEMENT IMPLANTÉS.....	1117
I.1. <i>Les juifs, un groupe perçu comme influent et « communautariste » par une partie des Français</i>	1117
I.2. <i>Des préjugés antisémites qui touchent toutes les catégories de la population</i>	1218
I.3. <i>Une prégnance des préjugés antisémites qui régresse très sensiblement en 2016</i>	1319
II- UNE MINORITÉ PERÇUE COMME PARTICULIÈREMENT BIEN INTÉGRÉE À LA COMMUNAUTÉ NATIONALE	1319
III- UNE EMPATHIE VIS-À-VIS DES JUIFS DE FRANCE QUI PROGRESSE DANS LE CONTEXTE ACTUEL	1420
III.1. <i>Une perception nettement plus aigüe de la situation précaire des Français juifs</i>	1420
III.2. <i>Le phénomène de départ des juifs est désormais bien identifié, mais il ne semble guère inquiéter les Français</i>	1521
CONCLUSION	1622

Introduction

Réalisée en juillet 2014, la première vague de l'étude commandée par la Fondation du Judaïsme Français à Ipsos sur « *Le rapport à l'autre et aux minorités* » faisait état d'un **pessimisme marqué** de la part des Français, tant pour **leur situation personnelle que pour celle du pays**. Cette **crise de confiance généralisée** conduisait notamment à **un repli sur soi et à l'expression de fortes critiques envers « l'autre »** entendu au sens large : immigrés, minorités religieuses ou ethniques, mais aussi chômeurs, et plus largement toute personne ne faisant pas directement partie de son cercle relationnel, les deux tiers des Français estimant alors que « *dans la vie, on ne peut pas faire confiance à la plupart des gens* ».

Toutefois, deux groupes étaient particulièrement pointés du doigt pour leur mauvaise intégration : **les musulmans et les Roms**. Les premiers souffraient notamment du sentiment très répandu chez les Français d'**une montée de l'intégrisme religieux**, cette visibilité essentiellement négative de l'islam expliquant probablement, au moins en partie, **la très forte surestimation du nombre de musulmans** sur le territoire national. Dans ce contexte, la grande majorité des mesures visant l'intégration des minorités religieuses étaient vivement repoussées par les Français, sans doute plus par opposition à l'islam que par laïcisme intransigeant.

Si les juifs étaient quant à eux perçus comme particulièrement **bien intégrés en France**, les préjugés antisémites n'en restaient pas moins **très partagés au sein de la population**, plus du tiers des Français adhérant à la plupart des préjugés testés dans l'enquête.

Par ailleurs, deux sondages complémentaires réalisés en 2015 auprès de personnes se considérant comme juives et comme musulmanes nous avaient permis d'affiner ces conclusions, en faisant le point sur **la perception par ces minorités de leur positionnement au sein de la communauté nationale**, et sur **les relations qu'elles entretenaient entre elles**.

* *
*

En 2016, la Fondation du Judaïsme Français a souhaité **reconduire le volet « grand public »** de cette étude, afin de vérifier dans quelle mesure les conclusions que nous en avons tirées étaient encore valables. En effet, **les attaques terroristes qu'a connues la France depuis janvier 2015** (attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher les 7 et 9 janvier 2015, attentats du 13 novembre à Paris et à Saint-Denis, attentat à Nice le 14 juillet 2016, attentat de l'église de Saint-Etienne du Rouvray le 26 juillet 2016, sans oublier les nombreuses tentatives déjouées) auraient pu fondamentalement altérer la relation à l'autre des Français. Une hypothèse d'autant plus sérieuse que ces attaques, toutes revendiquées par des individus se rattachant au djihadisme, visaient aussi bien **des groupes précis** (journalistes, juifs, clergé catholique) que **des Français dans toute leur diversité sociale et géographique**.

Il s'agissait aussi pour la Fondation du Judaïsme Français de voir dans quelle mesure ces attaques avaient **modifié la perception** que l'ensemble des Français ont des juifs : en quoi le sentiment antisémite a-t-il évolué depuis ces nouveaux événements ? Les Français comprennent-ils et partagent-ils les craintes spécifiques éprouvées par les juifs de France ? Quel regard portent-ils sur le départ de plus en plus nombreux d'une partie d'entre eux pour d'autres pays, Israël en tête ? Quelle conséquence de ces départs pour la France ?

En plus d'une étude auprès d'un échantillon représentatif de la population française, la Fondation du Judaïsme Français a souhaité **disposer de résultats solides concernant les jeunes générations**, dont le comportement pourrait être **annonciateur de changements à venir**. Il s'agissait notamment de mesurer **dans quelle mesure les plus jeunes se distinguent du reste de la population**, dans un contexte où le paradigme d'une ouverture à l'autre et d'une tolérance plus grande de leur part s'efface peu à peu devant **la montée d'une perception d'une jeunesse qui serait un des principaux réservoirs électoraux du Front National**¹.

Ipsos a donc interrogé en ligne un échantillon de 1400 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus selon la méthode des quotas appliquée au sexe, à l'âge, à la profession de la personne de référence, à la région et à la catégorie d'agglomération, dont 562 jeunes âgés de 18 à 30 ans.

¹ Anne Muxel, *L'entrée des primo-votants dans l'arène électorale de la présidentielle*, Les Notes du CEVIPOF, mai 2016.

Le contexte de la société française

I- Une société française profondément inquiète pour son avenir

L'enquête réalisée auprès de la population dans son ensemble dresse le portrait d'**une société française profondément inquiète pour son avenir**. Un constat que l'on peut faire aussi bien **au niveau individuel qu'au niveau collectif**, confirmant que le traditionnel dissensus entre ces deux sphères n'est plus de mise aujourd'hui : le pessimisme a aussi gagné **la perception que les Français ont de leur propre avenir**.

I.1. La situation économique reste un sujet de préoccupation majeur

Les difficultés économiques qui touchent la France depuis les années 1970, aggravées par la crise de 2008, forment **un arrière-plan toujours aussi pesant**. Le sentiment de déclassement social, les difficultés financières quotidiennes, mais aussi la peur de l'avenir pour soi et pour ses enfants sont en effet plus présentes que jamais, montrant à quel point l'amélioration de certains indicateurs économiques n'est pas perçue par l'opinion.

Ainsi, **un Français sur deux (49%) a le sentiment que « par rapport à leurs parents lorsqu'ils avaient leur âge », il est « en régression »,** quand seulement 31% pensent être « en progression » et 20% « au même niveau ». Par rapport à 2014, on constate une très légère décreue des Français se jugeant en régression par rapport à leurs parents (-2 points), mais l'évolution est similaire pour ceux qui se sentent en progression : c'est donc le sentiment de stabilité qui progresse (+4 points). Les plus enclins à éprouver ce sentiment de régression appartiennent **aux classes d'âge actives** (56% chez les 35-59 ans) et **aux catégories populaires** : 55% chez les détenteurs d'un diplôme inférieur au baccalauréat, 59% chez les ouvriers, 61% chez les employés, et 63% chez ceux vivant dans un ménage aux revenus modestes. A noter aussi que le sentiment de déclassement est **sensiblement plus fort au sein de notre échantillon de jeunes** : 53% des 18-30 ans se sentent en régression par rapport à leurs parents, contre 25% seulement en progression.

Ce sentiment de déclassement par rapport à la situation de ses parents s'accompagne **de difficultés financières au quotidien** : aujourd'hui, seules 44% des personnes interrogées déclarent parvenir à « mettre de l'argent de côté », et 42% disent ne pouvoir en mettre « qu'un peu ». En revanche, 39% des Français disent que leurs revenus leur « permettent juste de boucler leur budget », 12% ne parviennent pas à « boucler leur budget sans être à découvert », et 5% craignent même de « basculer dans la précarité ». Là encore, le fait d'appartenir aux catégories populaires est sans surprise étroitement corrélé au fait de déclarer vivre dans une situation financière précaire.

Enfin, même si une très nette majorité de Français estime soit que « la France n'est pas en déclin » (14%), soit que « la France est en déclin, mais ça n'est pas irréversible » (62%)², cet optimisme très relatif en l'avenir **ne se retrouve pas au niveau individuel : 59% des Français estiment que leur « avenir personnel est bouché »** (-2 points par rapport à 2014), 41% étant

² Baromètre *Fractures Françaises*, réalisé du 15 au 19 avril 2016 par Ipsos pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et Sciences Po.

d'un avis inverse (+2 points). La situation s'améliore certes par rapport à la vague précédente, mais les mouvements restent mineurs. Si, là encore, **les milieux populaires se montrent particulièrement pessimistes** (75% des détenteurs d'un diplôme inférieur au baccalauréat, 71% des employés, 70% des revenus modestes, 66% des ouvriers pensent que leur avenir est bouché), **les jeunes sont significativement moins pessimistes que la moyenne des Français** : 48% pensent que leur avenir est ouvert, un optimisme certes légèrement minoritaire, mais néanmoins supérieur de 7 points à celui de l'ensemble de la population.

Enfin, et c'est peut-être là le plus inquiétant, **les Français se montrent encore plus inquiets pour l'avenir de leurs enfants que pour le leur** : 62% estiment que l'avenir de leurs enfants est bouché, et 19% qu'il est « *totalelement bouché* ». Un sentiment qui est répandu jusque chez les catégories sociales les plus protégées, puisque 40% des cadres supérieurs et 60% des personnes disposant d'un revenu élevé le partagent. Il faut noter que **77% des sympathisants FN éprouvent cette inquiétude**, contre 62% des sympathisants de gauche et 59% des proches de la droite modérée (MoDem-UDI-LR).

I.2. Dans le contexte de vague d'attaques terroristes, les préoccupations vis-à-vis du terrorisme et les tensions identitaires s'accroissent

Ces préoccupations de nature économique s'accompagnent de plus en plus **de crispations identitaires**, très fortement ravivées par la vague d'attentats terroristes qui a touché la France depuis 2015.

Ainsi, alors que « *le terrorisme* » n'était qu'une préoccupation mineure des Français en 2014, cité par 15% d'entre eux et arrivant en treizième place, **il se situe cette année en première place, 50% des Français citant ce sujet parmi les quatre qui les inquiètent le plus**. Les catégories les plus concernées sont les catégories populaires (55%), mais aussi les sympathisants FN (58%). D'autres inquiétudes liées à ce climat anxieux progressent, notamment « *l'intégrisme religieux* » (28%, +6 points), un sujet qui concerne davantage les hommes (32%), les seniors (36%) et, là encore, les sympathisants frontistes (34%). D'autres préoccupations indiquant que le contexte terroriste semble entraîner une aggravation des crispations identitaires sont en hausse, notamment « *l'immigration* » (28%, +7 points). A noter aussi la progression des préoccupations vis-à-vis de « *l'insécurité* » (34%, +8 points).

En revanche, on constate **un léger recul des préoccupations concernant « le racisme » (12%, -4 points) et « l'antisémitisme » (3%, -2 points)**. Toutefois, comme on le verra plus loin, les Français sont beaucoup plus nombreux qu'en 2014 à considérer qu'il y a des craintes à avoir lorsque l'on est juif en France (cf. p. 20) : ce léger recul est donc plus vraisemblablement lié au jeu des « vases communicants » d'une vague sur l'autre entre des items à choisir au sein d'une liste qu'à un recul de l'empathie à l'égard des juifs.

Dans ce contexte, **les préoccupations de nature économiques et sociales sont sensiblement moins citées, tout en restant très importantes** : « *le chômage* » passe de la première à la deuxième place, 37% des Français (-1 point) se déclarant préoccupés par ce sujet. De même, « *le niveau des impôts et des taxes* » perd en importance (27%, -7 points), tout comme « *le pouvoir d'achat* » (26%, -1 point), « *les retraites* » (25%, -2 points) ou encore « *l'avenir du système de santé* » (24%, -1 point). Seule préoccupation de nature sociale à progresser assez sensiblement, « *les inégalités sociales* » gagnent 4 points pour s'établir à 27%.

A noter que **les préoccupations mesurées au sein de l'échantillon de 18-30 ans ne diffèrent pas nettement de celles de l'ensemble de la population**. Tout au plus les jeunes se disent-ils légèrement plus inquiets du chômage (41% contre 37%), de l'environnement (21% contre 17%), du racisme (16% contre 12%) et enfin de l'accès au logement (11% contre 7%).

II- Un cadre de vie globalement agréable

Nous avons décidé, à l'occasion de cette deuxième vague, de nous pencher sur **la question du cadre de vie au sein duquel évoluent les Français**. Si le pessimisme au niveau individuel et collectif joue incontestablement un rôle dans la relation à l'autre, il nous a semblé à la lecture de plusieurs travaux de recherche parus ces dernières années³ que ce nouvel élément pouvait être un facteur explicatif non négligeable de l'amplification des crispations identitaires en France.

II.1. Un pays « où il fait bon vivre »

Malgré le sentiment largement partagé d'une dégradation des conditions de vie, **la France reste perçue comme un cadre de vie privilégié** : 76% des Français estiment ainsi qu'il s'agit d'un pays où « *il fait bon vivre* », un chiffre qui atteint même 84% chez les seniors, 83% chez les personnes disposant d'un revenu élevé ou 81% chez les détenteurs d'un diplôme supérieur au baccalauréat, mais qui reste aussi très fortement majoritaire au sein des catégories populaires (69% parmi les ouvriers comme les employés, 68% chez ceux qui détiennent un diplôme inférieur au baccalauréat) ou encore chez les jeunes (72%).

II.2. Une perception positive de son environnement proche

Ce sentiment positif **se retrouve aussi à des niveaux géographiques plus fins**. Interrogés sur leur « *quartier* », c'est-à-dire la zone dans laquelle ils résident, qu'elle soit située en milieu urbain, périurbain ou encore rural, **les Français se montrent globalement satisfaits**, tant au niveau des équipements que des relations interpersonnelles.

Ainsi, plus des trois quarts des personnes interrogées considèrent que la situation est bonne en ce qui concerne les commerces situés à proximité (78%) ou le niveau des écoles, des collèges et des lycées du secteur (76%). La satisfaction est aussi largement majoritaire pour « *l'accès aux services publics* » (69%), « *l'accès aux transports publics* » (66%) et « *les infrastructures de loisir* » (65%), même si environ un quart des sondés se montrent mécontent sur ces trois derniers aspects.

Les relations entre les personnes résidant dans le quartier d'habitation sont aussi jugées positivement : 83% des sondés les jugent « *bonnes* », en tête du classement. En revanche, et c'est un signe que les crispations identitaires ne sont pas que théoriques mais qu'elles s'ancrent bien dans la réalité quotidienne d'une partie de la population, **ces chiffres sont nettement moins bons quand ils concernent « les relations entre les personnes d'origines différentes »** : 68%

³ Christophe Guilluy, *Fractures françaises*, Bourin Éditeur, 2010 ; Nicolas Renahy, *Les gars du coin : Enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte, 2010 ; Jérôme Fourquet, *L'influence de l'isolement et de l'absence de services et commerces de proximité sur le vote FN en milieu rural*, Ifop Focus, mars 2016.

des Français sont satisfaits de la situation sur ce point de leur quartier. De même, seuls 67% sont satisfaits du « *niveau d'insécurité* », contre 33% qui en sont mécontents.

Dans l'ensemble, s'agissant de leur environnement proche, **un tiers (29%) se dit satisfait sur l'ensemble des items testés**. Ce sont notamment les 65 ans et plus (35%) ainsi que les personnes résidant dans des villes de plus de 100 000 habitants (hors agglomération parisienne) qui partagent ce point de vue positif. *A contrario*, **19% des sondés se déclarent mécontents sur quatre dimensions ou plus** : on les rencontre notamment chez les habitants de l'agglomération parisienne (23%) ou des zones rurales (25%), mais aussi chez ceux ne disposant que d'un revenu modeste (26%).

Dans ce contexte, **une très nette majorité des Français affirme logiquement « aimer son quartier »** et ne pas vouloir le quitter (81%), en hausse de 3 points par rapport à 2014. Seuls 19% n'aiment pas leur quartier, dont 6% qui envisagent de le quitter prochainement et 13% qui souhaiteraient le quitter mais n'en ont pas les moyens. A noter que les jeunes sont légèrement plus enclins à ne pas apprécier leur quartier (25%).

La relation à l'autre dans les pratiques quotidiennes

I- Des Français qui évoluent dans un milieu où la diversité a toute sa place

L'enquête confirme que les crispations identitaires qui progressent ne semblent **pas nettement liées à une trop grande homogénéité** qui favoriserait à la fois **un entre-soi communautaire** et **la propagation de préjugés** sur des communautés ou des groupes sociaux mal connus.

I.1. Les Français côtoient des personnes de tous milieux, origines, religions, sexualités...

Confirmant les résultats de la précédente vague de 2014, l'enquête montre que **les Français évoluent au sein de cercles sociaux ouverts** sur des milieux sociaux, des cultures, des origines ou des religions très variées.

Ainsi, 83% des personnes interrogées déclarent fréquenter des personnes « *qui ne font pas partie du même milieu social* » que le leur, 75% des personnes « *d'une autre origine, d'un autre pays* », ou « *qui n'ont pas la même religion* », 73% des personnes « *qui n'ont pas la même couleur de peau* », et enfin 62% des personnes « *qui n'ont pas la même orientation sexuelle* ». Si l'âge est un facteur assez faiblement clivant sur la plupart de ces aspects (en dehors de l'orientation sexuelle, les plus jeunes étant plus ouverts à l'égard de l'homosexualité⁴), on constate **une très nette différence dans les réponses des individus selon leur position sociale** : la catégorie socio-professionnelle, le revenu et plus encore le niveau de diplôme sont en effet étroitement liés à la fréquentation de cercles sociaux plus ouverts (*cf. tableau 1*).

Tableau 1. La fréquentation de personnes diverses selon le niveau de diplôme

	% fréquentant des personnes d'autre...				
	... origine, pays	... couleur de peau	... milieu social	... orientation sexuelle	... religion
Diplôme inférieur au baccalauréat	69%	65%	75%	54%	67%
Diplôme de niveau baccalauréat	74%	76%	84%	63%	73%
Diplôme supérieur au baccalauréat	80%	77%	87%	67%	81%
Différence entre les diplômes inf. et sup. au baccalauréat	11 points	12 points	12 points	13 points	14 points

⁴ Une observation confirmée par une question portant sur l'acceptation du mariage d'un de ses enfants avec une personne de même sexe : les 18-30 ans y sont favorables à 67% concernant leur fille et 66% concernant leur fils, soit 8 points de plus que l'ensemble de la population dans les deux cas.

Il convient de noter que **cette fréquentation de milieux diversifiés est en léger recul** par rapport à l'enquête réalisée en 2014. Sur tous ces groupes de personnes, on enregistre une baisse de 5 à 7 points, qui pourrait être **le signe d'un certain repli sur des cercles plus fermés**. A l'appui de cette hypothèse, on constate que le recul est plus marqué pour la fréquentation de personnes d'autres religions (-6 points) et d'autre origines/pays ou d'autre couleur de peau (-7 points). Une tendance qui reste toutefois à confirmer à l'avenir.

Notons que les mêmes tendances sont à l'œuvre, bien que faiblement, en ce qui concerne **le fait de connaître des couples composés de personnes de religion ou d'origine différente** : 55% des Français déclarent ainsi connaître au moins un couple dont les deux membres ne partagent pas la même religion (-1 point), et 65% un couple composé de deux personnes n'ayant pas la même origine (-2 points).

I.2. ... même si certaines crispations peuvent exister avec les personnes n'ayant pas la même origine

Nous avons vu dans la partie précédente qu'au quotidien dans leur quartier, les relations « *entre les personnes d'origines différentes* », si elles étaient jugées « *bonnes* » par 68% des Français, n'en étaient pas moins **un sujet de friction pour près d'un sur quatre (23%)**. C'est notamment le cas chez les personnes interrogées résidant en Ile-de-France (31%), chez les sympathisants FN (43%) et chez ceux qui jugent que, dans leur quartier, la moitié ou plus des habitants sont d'une autre origine ou religion que la leur (33%).

A cette question portant sur les habitants du quartier, un tiers (31%) répond que les personnes d'origines ou de religions différentes de la leur « *sont très peu nombreux* », et un autre tiers qu'ils « *constituent une minorité* » (34%). En revanche, **un Français sur cinq (19%) estime que ces personnes représentent « la moitié » de la population de leur quartier, et un sur six « une majorité » ou « une très grande majorité » (16%)**. Très certainement largement surestimées, à l'instar des questions posées sur la composition de la population dans son ensemble, cette question n'en reflète pas moins **l'impression pour une frange de la population d'être devenue minoritaire dans son lieu de vie**. Ce sentiment, parfois analysé comme un ressort important du vote en faveur du Front National⁵, même si certains auteurs remettent au cause cette causalité locale⁶, est particulièrement répandu chez les sympathisants frontistes (18%) ainsi qu'au sein des catégories populaires (22%). Surtout, les résultats de notre échantillon indiquent que près d'un jeune entre 18 et 30 ans sur deux (48%) estime que les personnes d'autres origines ou religions constituent la moitié ou plus des habitants de leur quartier.

II- Au quotidien, des relations relativement sereines avec la plupart des populations présentes sur le territoire national

Notre enquête permet de confirmer que pour une très large majorité des Français, **les relations qu'ils peuvent entretenir dans leur vie quotidienne avec des personnes d'autres origines ou confessions sont soit sereines, soit inexistantes**. Les seules avec lesquelles des tensions peuvent

⁵ Christophe Guilluy, *Fractures françaises*, Bourin Éditeur, 2010.

⁶ Jérôme Fourquet, Nicolas Lebourg, Sylvain Manternach, *Perpignan, une ville avant le Front National ?*, Fondation Jean Jaurès, 2014 ; Hervé le Bras, *Le Pari du FN*, Autrement, 2015.

exister à ce niveau personnel et quotidien sont les personnes d'origine Rom, maghrébine ou de confession musulmane, mais ces tensions restent très minoritaires.

II.1. Parmi les relations avec les personnes d'origine étrangère, seules celles avec les Roms semblent parfois tendues, tout en s'améliorant nettement

Interrogés sur leurs relations au quotidien avec différents groupes de personnes d'origine étrangère, les Français dressent le portrait d'**une société apaisée**. **Les relations avec les personnes d'origine asiatique et maghrébine sont « bonnes » pour environ les deux tiers des répondants (respectivement 68% et 63%),** et nettement plus d'un Français sur deux (56%) déclare entretenir de bonnes relations avec les personnes originaires d'Afrique sub-saharienne. Ces chiffres sont **stables par rapport à ceux mesurés en 2014**.

En revanche, si les relations avec les Roms sont les plus mauvaises (28% entretiennent de bonnes relations au quotidien avec des membres de cette communauté), cela représente **un très net progrès en deux ans (+13 points)**, déjà enregistré par certaines enquêtes⁷. Les deux seuls groupes avec lesquels **une part très minoritaire, mais néanmoins significative, de Français déclare avoir des relations difficiles au quotidien sont les personnes d'origine Rom (21%) ou maghrébine (15%)**. A noter que 22% (pour les maghrébins) et 51% (pour les Roms) des Français déclarent ne pas avoir de relations régulières avec des membres de ces minorités.

Parmi les différentes catégories sociales et politiques, seuls les sympathisants frontistes se distinguent nettement du reste de la population, notamment en mentionnant **leurs relations difficiles avec les maghrébins, les subsahariens et les Roms**. Notre enquête réalisée spécifiquement auprès des jeunes n'indique en revanche **pas de réelle différence entre les 18-30 ans et le reste de la population**.

II.2. Au quotidien, de bonnes relations avec les personnes de différentes religions

La même question a été posée à propos des relations entretenues par les personnes interrogées avec des croyants des principales religions représentées en France. Là encore, **les résultats sont positifs** et témoignent d'**un climat plutôt apaisé**, qui n'a d'ailleurs **aucunement été influencé par les attentats des années 2015-2016**. En effet, 88% des Français disent avoir de « *bonnes relations* » au quotidien avec les personnes de confession catholique. Ce chiffre est de 71% en ce qui concerne les protestants, 65% pour les juifs, 61% pour les musulmans et enfin, 53% pour les bouddhistes.

Si **une minorité significative de Français (16%) dit entretenir des relations difficiles avec les musulmans**, ce chiffre reste néanmoins **limité**. La part des personnes ayant des relations tendues avec les autres religions testées est très marginale : 3% ou moins. Enfin, notons qu'un Français sur quatre (23%) n'a pas de relations fréquentes avec des musulmans et un sur trois (32%) avec des juifs.

Là encore, **les sympathisants frontistes sont une des rares catégories de la population à se distinguer par des relations significativement plus difficiles avec les musulmans : 30%**

⁷ Baromètre *Xénophobie, Antisémitisme, racisme, anti-racisme et discriminations raciales en France*, réalisé du 4 au 11 janvier 2016 par Ipsos pour la CNCDH et le SIG.

seulement d'entre eux disent avoir de « *bonnes relations* » au quotidien avec les musulmans, soit 31 points de moins que l'ensemble de la population. A noter que notre échantillon de jeunes semble avoir **une relation un peu moins aisée que la moyenne avec « les personnes de confession catholique » ou « juive »** (4 points de moins). Surtout, 6% des 18-30 ans disent avoir de « *mauvaises relations* » avec des « *personnes de confession juive* », ce qui reste très faible, mais n'en représente pas moins le double de la population globale.

III- Ces relations aisées n'empêchent pas une partie non négligeable des Français de refuser le mariage de leurs enfants avec un(e) musulman(e) ou un(e) maghrébin(e)

Si les relations quotidiennes avec les membres de certains groupes ethniques ou religieux sont donc bonnes, elles n'en restent pas moins **superficielles** pour une grande partie de la population. Interrogés sur un scénario nettement plus engageant (le mariage d'un de leurs enfants avec une personne issue de ces groupes), **ils se montrent parfois beaucoup plus réticents**, notamment en ce qui concerne l'union de leur fille avec un maghrébin ou un musulman.

III.1. Un rejet croissant du mariage de sa fille avec un homme musulman

Une très large majorité des Français (90% à 92%) déclare qu'elle réagirait « *bien* » si leur fils ou leur fille épousait « *un(e) catholique* » ou « *un(e) athée* ». Les musulmans et les personnes ayant au moins un parent d'origine étrangère sont légèrement plus enclins à mal réagir dans une telle situation. L'acceptation du mariage d'un de ses enfants avec une personne juive est **sensiblement moins bien acceptée**, mais **trois Français sur quatre déclare qu'ils réagiraient néanmoins « bien »** à une telle annonce : 76% si « *votre fils épousait une juive* », 74% si « *votre fille épousait un juif* ». Ce sont les sympathisants frontistes qui se montrent les moins enthousiastes devant cette situation (62% seulement réagiraient « *bien* » dans les deux cas).

En revanche, **le mariage d'un de ses fils avec une musulmane ne serait accepté que par un Français sur deux (51%)**. Le chiffre est **encore plus faible** dans le cas où leur fille épouserait un musulman, seuls **42% des personnes interrogées affirmant qu'elles réagiraient « bien »** dans une telle situation. Ce sont les plus âgés, les personnes disposant d'un diplôme inférieur au baccalauréat et, massivement, les sympathisants frontistes qui s'opposeraient le plus à ce mariage. A noter que si les résultats auprès de notre échantillon de moins de 30 ans ne se distinguent pas du reste de la population sur la plupart des situations testées, ils se montrent **significativement plus enclins à accepter un mariage avec un(e) musulman(e)** : 58% approuveraient l'union de leur fils avec une musulmane (7 points de plus que le grand public), et 51% le mariage de leur fille avec un musulman (9 points de plus que le grand public).

L'évolution des résultats à cette question est riche d'enseignements. On constate **une augmentation de la tolérance** sur le mariage d'un de ces enfants avec un(e) athée ou un(e) juif/juive : +3 à +4 points par rapport à 2014. De même, l'acceptation du mariage de son fils avec une musulmane progresse aussi légèrement, gagnant 3 points en deux ans. **Le seul indicateur sur lequel on enregistre une régression concerne le mariage de sa fille avec un musulman**, qui perd 2 points. Tout se passe comme si, pour une partie croissante de la population, l'homme musulman était assimilé à **un danger potentiel** étant donné les attentats terroristes actuels.

III.2. Un phénomène similaire concernant les hommes maghrébins

La même question a été posée concernant le mariage d'un de ses enfants avec des personnes de différentes origines ethniques ou géographiques. Le constat que l'on peut en tirer est **similaire à celui portant sur les religions**. Ainsi, une large majorité des Français (84% à 82%) approuve le mariage de son fils/sa fille avec un(e) personne d'origine asiatique, et plus des deux tiers (70% à 67%) réagiraient « *bien* » en cas de mariage avec un(e) noir(e). En revanche, **des crispations très nettes apparaissent en cas de mariage avec une personne d'origine subsaharienne ou maghrébine**. Dans le premier cas, 59% des Français approuveraient le mariage de leur fils avec une femme d'origine subsaharienne, et 53% le mariage de leur fille avec un homme de la même origine géographique. Enfin, à peine un peu plus d'un Français sur deux (54%) réagirait bien si leur fils épousait une femme d'origine maghrébine, et moins d'un sur deux (47%) si leur fille annonçait vouloir se marier avec un homme d'origine maghrébine.

Là encore, **les 18-30 ans se montrent beaucoup plus tolérants** envers le mariage d'un de leurs enfants avec une personne d'origine subsaharienne ou maghrébine, alors qu'ils ne se distinguent pas du reste des Français en ce qui concerne un mariage avec une personne asiatique ou noire. Et l'évolution par rapport à 2014 montre, là aussi, une progression ou une stabilité de la tolérance, sauf en ce qui concerne les hommes d'origine maghrébine : l'acceptation du mariage de sa fille avec un homme maghrébin régresse **significativement de 6 points en deux ans**. Là encore, la progression d'une inquiétude diffuse liée au contexte terroriste a probablement joué.

Les opinions sur l'immigration et sur l'islam

I- Un rapport à l'immigration qui se tend très légèrement en deux ans

Cette deuxième vague témoigne d'une **légère augmentation des opinions négatives envers l'immigration et les personnes immigrées ou d'origine immigrée**. Ce sont essentiellement les sympathisants du Front National qui sont à la source de cette légère progression des opinions hostiles à l'immigration, les évolutions étant stables voire positives chez les sympathisants de gauche ou de droite modérée.

I.1. Un léger raidissement de l'opinion publique

Les opinions relatives à l'immigration de manière générale **se durcissent très légèrement** par rapport à l'enquête réalisée en 2014. Ainsi, si 69% des Français partagent toujours l'idée selon laquelle « *aujourd'hui en France, on a tendance à rejeter sur les immigrés la responsabilité de tous les problèmes que nous rencontrons* », cette opinion perd 1 point.

De même, **les arguments opposés aux lieux communs hostiles à l'immigration sont en léger recul** : 59% des personnes interrogées pensent que « *c'est la pauvreté qui est aujourd'hui la principale cause d'insécurité en France, plus que l'immigration* » (-2 points), 44% qu'« *on en fait pas plus pour aider les immigrés que pour aider les Français* » (-3 points) et 44% que « *la présence d'immigrés est une source d'enrichissement pour la France* » (-2 points). Seuls les jugements approuvant l'idée selon laquelle « *rien ne justifie une réaction raciste* » restent stable, à un haut niveau (70%).

I.2. Les sympathisants FN sont à l'origine de ce surcroît de crispation

Sur ces cinq affirmations favorables à l'immigration ou qui, du moins, rejettent les principales critiques qui sont généralement émises contre l'immigration, on constate **que 22% des Français les partagent toutes** (dont 26% des moins de 30 ans, 30% des diplômés du supérieur et 45% des sympathisants de gauche), contre 78% qui approuvent au moins une de ces opinions. **Le cœur de l'opposition à l'immigration est composé des 25% des Français** qui partagent quatre ou cinq de ces opinions, lesquels sont un peu plus nombreux parmi les catégories populaires (30% chez les employés, 31% chez ceux qui ont un diplôme inférieur au baccalauréat) et surtout très fortement majoritaires parmi les sympathisants frontistes (71%).

Le très léger accroissement des crispations vis-à-vis de l'immigration que l'on mesure depuis 2014 ne doit pas masquer **des évolutions très divergentes au sein de la population**, notamment **du point de vue politique**. Comme le montre le tableau ci-dessous, on constate **un net raidissement chez les sympathisants du Front National**, auquel répond **un apaisement des sympathisants de la droite modérée** sur certaines de ces questions.

Cette évolution divergente confirme les enseignements d'autres études⁸. On peut la mettre **en rapport avec les attentats de 2015-2016**, qui ont été particulièrement anxiogènes pour les personnes déjà très opposées à l'immigration, mais qui conduisent au contraire les Français posant un regard plus apaisé sur ces questions à souhaiter d'avantage d'unité et de cohésion au sein de la communauté nationale. **Les élections départementales et régionales de 2015 et la campagne pour l'élection présidentielle de l'an prochain peuvent aussi avoir joué un rôle**, la perspective d'une conquête du pouvoir par le FN au niveau local, voire au niveau national semblant avoir effrayé une partie des électeurs de droite modérée, tant dans leurs opinions⁹ que dans leur comportement électoral¹⁰.

Tableau 2. Les opinions vis-à-vis de l'immigration par sympathie partisane

	On rejette sur l'immigration la responsabilité de nos problèmes	La pauvreté est la principale cause d'insécurité, pas l'immigration	On en fait pas plus pour aider les immigrés que les Français	La présence d'immigrés est une source d'enrichissement
Ensemble	69% (-1)	59% (-2)	44% (-3)	44% (-2)
Sympathisants de gauche	88% (-1)	78% (-6)	64% (+2)	72% (=)
Sympathisants de droite (UDI-LR)	69% (+11)	50% (-2)	36% (+3)	39% (+6)
Sympathisants FN	31% (-15)	30% (-2)	17% (-17)	2% (-9)

I.3. Un rejet qui varie fortement selon les minorités

Les enquêtes annuelles de la CNCDH ont depuis longtemps montré que pour les Français, **une « hiérarchie » était souvent établie entre les différents groupes minoritaires**. Cette vague le confirme, en relevant que **les Roms, gitans ou tziganes sont, et de très loin, les moins bien perçus** : seuls 10% des Français estiment que « *la grande majorité d'entre eux est bien intégrée* », un chiffre qui tombe même à 8% chez les ouvriers et les sympathisants FN, voire à 7% chez les détenteurs d'un diplôme inférieur au baccalauréat.

Sensiblement mieux perçues, **les personnes d'origine maghrébine, d'Afrique subsaharienne ou de confession musulmane ne sont toutefois jugées « bien intégrées » que par un peu plus du quart de la population (25% à 27%)**. *A contrario*, une proportion presque similaire (24% à 25%) estime que « *la grande majorité* » de ces trois groupes « *est mal intégrée* », et entre 49% et 51% pensent qu'environ « *une moitié est bien intégrée, et l'autre moitié est mal intégrée* ».

Enfin, **les groupes minoritaires jugés les mieux intégrés sont « les personnes d'origine asiatique »**. A propos des personnes originaires de pays d'Asie, plus des deux tiers des Français

⁸ Baromètre *Xénophobie, Antisémitisme, racisme, anti-racisme et discriminations raciales en France*, réalisé du 4 au 11 janvier 2016 par Ipsos pour la CNCDH et le SIG.

⁹ CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie : rapport 2015*, La documentation Française, 2016.

¹⁰ Jean-Laurent Cassely, *Départementales: les électeurs de droite n'ont pas tranché entre «ni-ni» et «ou-ou»*, Slate.fr, 3 avril 2015.

(69%) jugent que « *la grande majorité d'entre eux est bien intégrée* », seuls 8% estimant au contraire que « *la grande majorité est mal intégrée* ». L'intégration des asiatiques est d'ailleurs un des rares sujets abordés dans cette étude sur lesquels on ne rencontre quasiment pas de différences entre les réponses des personnes interrogées selon leurs catégories sociales ou leurs préférences politiques.

II- L'islam est sensiblement plus rejeté par les Français, notamment les signes qui le rendent visible dans l'espace public

Si les Roms, gitans ou tziganes sont, et de loin, la minorité la plus stigmatisée et la plus rejetée par les Français, c'est toutefois **la minorité musulmane qui suscite le plus de crispations au sein du grand public**. Une situation qui s'est d'ailleurs sensiblement aggravée depuis la précédente vague de notre enquête.

II.1. Une visibilité de l'islam dans l'espace public qui agace, voire inquiète

Les Français surestiment très largement la part des musulmans en France. Ainsi, alors qu'une enquête du *Pew Research Center* de 2011¹¹ estimait que ces derniers représentaient 7,5% de la population, **78% des Français pensent qu'ils comptent pour plus de 10%, et même 50% pour plus de 20%**. Une surévaluation qui a sensiblement augmenté depuis 2014, signe d'une inquiétude diffuse vis-à-vis d'une religion perçue comme conquérante, que ce soit par les actes de terrorisme qui ont frappé la France depuis 2015 ou, plus pacifiquement, par sa présence de plus en plus visible dans l'espace public. Cette surévaluation n'est toutefois pas caractéristique des musulmans, l'ensemble des groupes testés (juifs, catholiques, protestants) étant surévalués.

Ainsi, une partie non négligeable des Français se déclare agacée, voire inquiète de certaines traditions vestimentaires de nature culturelle ou religieuse pratiquées par des groupes minoritaires. Sans surprise, **ce sont avant tout les signes distinctifs de la religion musulmane qui gênent les Français** : 87% d'entre eux se disent « agacés » ou « inquiets » à la vue de « *femmes portant un voile qui leur couvre intégralement le visage* ». La burqa, reste donc très majoritairement rejetée. Mais une personne interrogée sur deux réagit aussi mal à la vue d'hommes « *en tenue traditionnelle musulmane* » (52%), ou encore de femmes « *portant un voile sur la tête et laissant le visage apparent* » (46%).

En revanche, les autres signes vestimentaires distinctifs d'une appartenance à une communauté minoritaire (tenues traditionnelle africaine, tenue des juifs orthodoxes, kippa), s'ils peuvent susciter quelques crispations, restent nettement mieux acceptés. **Ainsi, 32% des Français sont « agacés » ou « inquiets » à la vue d'« hommes en tenue traditionnelle juive » (64% y sont indifférents), et 27% en ce qui concerne « des juifs portant la kippa » (69% d'indifférents)**. Des tenues qui crispent sensiblement moins les jeunes que la moyenne des Français (respectivement 25% pour les tenues traditionnelles et 21% pour la kippa, soit 7 et 6 points de moins).

Dans ce contexte, **une très large majorité (72%) rejette la possibilité pour les femmes de religion musulmane de se baigner dans des lieux publics « en burkini, c'est-à-dire un maillot**

¹¹ Brian J. Grim et Mehtab S. Karim, *The Future of the Global Muslim Population: Projections for 2010-2030*, The Pew Research Center, 2011.

de bain couvrant l'ensemble du corps sauf le visage, les mains et les pieds ». De même, plus des deux tiers des personnes interrogées (68%) se prononcent en défaveur de la possibilité « *pour des mères portant le voile d'accompagner leurs enfants lors des sorties scolaires* ».

II.2. Les solutions en faveur d'une meilleure intégration de l'islam sont rejetées

Logiquement, ce rejet des signes vestimentaires visibles de l'islam dans l'espace public s'accompagne d'un **refus des solutions parfois évoquées pour favoriser l'intégration des musulmans à la communauté nationale**. Dans le contexte actuel de tensions, **la perspective d'accorder de nouveaux droits aux musulmans ou de donner une visibilité accrue à leur religion est repoussée**. Ainsi, une majorité des Français (55%) rejette la possibilité de construire « *de nouvelles mosquées pour que les personnes de confession musulmane puissent exercer leur culte plus facilement* ». Un refus particulièrement marqué chez les seniors (58%), les catégories populaires (58%) et, sans surprise, chez les sympathisants frontistes (94%).

Le rejet de l'octroi de nouveaux droits aux pratiquants est encore plus net dans le système éducatif, qu'ils soient juifs ou musulmans. De très nettes majorités s'opposent ainsi à certaines mesures au sein de l'école : « *la mise en place de menus spécifiques dans les cantines scolaires pour les élèves de confession juive et musulmane* » (66%), « *la mise en place de dérogations permettant aux élèves de s'absenter les jours de fête religieuse non prévus dans le calendrier* » (72%), deux questions qui ne concernent pas uniquement la religion musulmane. Là encore, les plus âgés et les sympathisants FN se montrent particulièrement réticents.

A noter en revanche que sur l'ensemble de ces questions concernant la visibilité de l'islam dans l'espace public et la possibilité de favoriser l'intégration des musulmans à la communauté nationale, **notre échantillon de 18-30 ans se montre significativement plus ouvert et tolérant** que la moyenne des Français.

Comment expliquer cet apparent paradoxe entre la méfiance largement répandue vis-à-vis de l'islam et le refus de favoriser son intégration ? Le contexte actuel d'attentats et, plus largement, de tensions communautaires joue un rôle important. Mais, plus largement, **les Français pensent spontanément que le tort vient des musulmans eux-mêmes**, et que **c'est à eux de s'adapter à la société plutôt que l'inverse**. Ainsi, parmi les 24% des sondés qui considèrent que « *la grande majorité des personnes de confession musulmane est mal intégrée* », 21% pensent que cette situation est liée au fait que « *ces personnes se sont repliées sur elles-mêmes et refusent de s'ouvrir sur la société* », contre seulement 3% qui pointent avant tout la responsabilité de la société dans cette intégration perçue comme difficile.

II.2. Un net recul de l'acceptation de la place de l'islam dans l'espace public en deux ans, notamment provoqué par un raidissement à gauche

Cette situation déjà profondément dégradée en 2014 s'est aggravée en deux ans. Ainsi, **la présence de vêtements identifiés à la religion musulmane est généralement moins bien acceptée** : on enregistre un progrès de 4 points de la part des Français « *agacés* » ou « *inquiets* » à la vue d'un voile intégral ou d'un « *homme en tenue traditionnelle musulmane* ». En revanche, il faut noter une acceptation qui semble en progrès concernant les « *femmes portant un voile sur la tête et laissant le visage apparent* » (-3 points). Comme on l'a déjà noté plus haut, **c'est**

essentiellement la figure masculine du musulman qui suscite des crispations ou, le cas échéant, la figure de la femme perçue comme radicalisée par le port d'un voile intégral. Hypothèse confirmée par le fait que le seul autre indicateur pour lequel la tolérance progresse (+6 points en deux ans) concerne « *la possibilité pour des mères portant le voile d'accompagner leurs enfants lors des sorties scolaires* ».

Ce recul de la tolérance des Français envers la visibilité de la religion musulmane s'illustre dans **le rejet croissant des droits susceptibles d'être accordés aux musulmans** : recul de 8 points des opinions favorables à « *la construction de mosquées* », qui devient minoritaire ; recul de 3 points de la part des Français en faveur de « *la mise en place de menus spécifiques dans les cantines scolaires* » ; et recul d'un point des personnes se déclarant pour « *la mise en place de dérogations permettant aux élèves de s'absenter pour les fêtes scolaires non prévues* ». Sur ces deux derniers points, il convient encore une fois de souligner qu'ils ne concernent pas seulement les musulmans, mais aussi les juifs.

Toutefois, alors qu'on avait constaté précédemment que la légère aggravation du rejet de l'immigration était essentiellement due à un raidissement de l'électorat frontiste, la dynamique est tout autre concernant cette évolution sur l'islam (*cf. tableau ci-dessous*). **C'est avant tout chez les sympathisants de gauche qu'on enregistre en 2016 des opinions moins ouvertes vis-à-vis de cette religion qu'en 2014**, les mouvements étant plus limités chez les sympathisants frontistes, et la stabilité presque totale parmi les proches de la droite modérée (UDI-LR). Cette évolution peut en partie s'expliquer par **les débats de plus en plus virulents à gauche entre deux perceptions très clivées de la laïcité**, l'une souhaitant repousser les signes extérieurs de la religion dans la seule sphère privée, et l'autre cherchant à faire une place aux religions – et notamment à l'islam - dans l'espace public au nom du respect de la différence. Une polémique très vive au cours des dernières années qui, dans le contexte actuel, a pu conduire à un raidissement des positions des sympathisants de gauche.

Tableau 4. L'opinion envers l'islam selon la sympathie partisane

	% de répondants qui se déclarent...			
	...agacés ou inquiets des femmes portant un voile intégral	...agacés ou inquiets des hommes en tenue traditionnelle musulmane	...défavorables à la construction de mosquées	...défavorables à la mise en place de menus spécifiques
Ensemble	87% (+4)	52% (+4)	55% (+8)	66% (+3)
Sympathisants de gauche	85% (+7)	38% (+4)	35% (+11)	49% (+3)
Sympathisants de droite (UDI-LR)	82% (-8)	62% (+4)	55% (-1)	70% (-2)
Sympathisants FN	99% (+2)	87% (+3)	94% (+3)	93% (=)

Les préjugés antisémites et la situation des juifs de France

I- Des préjugés antisémites qui diminuent légèrement, mais restent solidement implantés

L'enquête de 2014 avait montré **combien les préjugés antisémites persistent** au sein de la population. Cette vague **confirme cette observation**, en montrant néanmoins **une légère décline de ces sentiments**.

I.1. Les juifs, un groupe perçu comme influent et « communautariste » par une partie de la population

Certains des préjugés les plus fermement ancrés à propos des juifs concernent **l'idée selon laquelle ce groupe disposerait de pouvoirs importants grâce à une position sociale privilégiée**. Ainsi, 49% des Français pensent que « *les juifs ont beaucoup de pouvoir* ». C'est notamment à propos des milieux financiers et médiatiques que ce préjugé est répandu : 43% des sondés jugent que « *les juifs sont trop présents dans le secteur financier et bancaire* », 31% dans « *les médias* ». Plus largement, une assez nette majorité de personnes interrogées (57%) partage l'opinion selon laquelle « *les juifs disposent de lobbies très puissants qui interviennent au plus haut niveau* ». Une telle situation aboutit fort logiquement au préjugé, partagé par un Français sur deux, que « *globalement, les juifs sont plus riches que la moyenne des Français* », une idée reçue qui a été formulée par les auteurs du calvaire d'Ilan Halimi en 2006 et de l'agression antisémite de Créteil en décembre 2014.

Le deuxième type de préjugés concerne plutôt **la solidarité (ou « communautarisme ») très forte prêtée aux juifs**. Ainsi, une immense majorité de l'opinion (88%) perçoit les juifs comme « très soudés entre eux ». Pour une moitié des Français (52%), les juifs seraient mêmes « *plus attachés à Israël qu'à la France* ». Enfin, plus de quatre sur dix (42%) pensent même que « *les juifs utilisent la Shoah et le génocide dont ils ont été victimes pour défendre leur intérêt* » et 35% que « *l'on parle trop de la mémoire de la Shoah* ».

En revanche, le sentiment qu'« *il y a un peu trop de juifs en France* » (15%) ou qu'« *il y a trop de synagogues en France* » (11%) reste très limité, confirmant que contrairement à l'islam, **la visibilité de la religion juive ne pose pas de problème à une grande majorité de l'opinion publique**.

I.2. Des préjugés antisémites qui touchent toutes les catégories de la population

Cette batterie de préjugés antisémites nous a permis de construire **un indicateur mettant en lumière la prégnance de ces sentiments** au sein de la population. Ainsi, **39% des Français partagent deux de ces préjugés ou moins** (dont 7% aucun), quand **52% en partagent cinq ou plus** (dont 23% neuf à treize). On mesure à cette aune combien **les préjugés concernant les juifs sont largement répandus**, et combien **la part des Français qui y échappent totalement ou presque totalement est limitée**.

Ces préjugés concernent de fait **toutes les catégories sociales et politiques**. Ainsi, on ne constate aucune différence significative selon la catégorie socio-professionnelle. Les seules différences notables concernent **l'âge, le niveau de diplôme et la proximité partisane** : les jeunes, les diplômés du supérieur et les sympathisants de gauche semblent un peu moins sensibles aux préjugés antisémites, même si les écarts à la moyenne restent limités. Il faut en revanche relever **la part élevée de personnes approuvant cinq affirmations antisémites ou plus chez les sympathisants FN** (67%, 15 points de plus que pour l'ensemble des Français). Enfin, les préjugés antisémites **ne semblent pas notablement plus élevés chez les sympathisants de gauche radicale** (extrême-gauche, PCF, PG), contrairement à l'idée d'un « nouvel antisémitisme » originaire d'extrême-gauche qui se serait largement répandu dans l'opinion de nombreux pays occidentaux depuis le début des années 2000¹².

Tableau 3. Les préjugés antisémites selon le niveau de diplôme et la proximité partisane

	Deux ou moins	Dont Aucune	Cinq ou plus	Dont Neuf à treize
Ensemble	29%	7%	52%	23%
Age				
Moins de 35 ans	36%	9%	46%	21%
60 ans et plus	25%	4%	58%	24%
Niveau de diplôme				
Diplôme inférieur au baccalauréat	23%	6%	55%	27%
Diplôme supérieur au baccalauréat	33%	7%	50%	22%
Proximité partisane				
Sympathisants de gauche	30%	6%	46%	18%
<i>Dont Sympathisants de gauche radicale</i>	28%	9%	50%	24%
Sympathisants de droite (UDI-LR)	26%	3%	56%	24%
Sympathisants FN	13%	4%	67%	39%

¹² Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle judéophobie*, Milles Et Une Nuits, 2002.

I.3. Une prégnance des préjugés antisémites qui régresse sensiblement en 2016

On constate cette année **un léger repli de l'adhésion à l'ensemble des préjugés concernant les juifs** qui avaient déjà été testés en 2014. Certains de ces replis sont même très nets : on enregistre ainsi un recul de 5 points sur l'opinion selon laquelle « *les juifs sont plus riches que la moyenne des Français* », de 7 points sur l'idée que « *les juifs ont trop de pouvoir* » et même de 10 points concernant la présence des juifs dans les médias.

On constate la même tendance sur l'indicateur regroupant ces préjugés, calculé à périmètre constant entre 2014 et 2016¹³ : 31% des personnes interrogées partagent trois à quatre de ces affirmations ou moins, soit **une progression de 3 points** en deux ans. *A contrario*, 30% des Français approuvent au moins cinq de ces préjugés, soit **un recul de 6 points**. Fait inquiétant, les jeunes se montrent seulement un peu moins imprégnés par ces préjugés : 27% d'entre eux se retrouvent dans la frange la plus antisémite (ceux qui se disent d'accord avec 5 à 8 affirmations), soit seulement 3 points de moins que l'ensemble.

Il faut toutefois noter que ce recul des préjugés antisémites **concerne avant tout les parties de la population qui y sont à l'origine les moins sensibles**. Ainsi, on constate une baisse de 6 points de la part des sympathisants de gauche approuvant au moins cinq des préjugés testés, l'évolution étant plus contenue à droite (-3 points), et même nulle au FN (stable).

Par ailleurs, le fait d'avoir proposé la formulation de nouveaux préjugés antisémites dans la vague de 2016 de l'enquête permet de se rendre compte que 23% des Français (et 21% des jeunes) se disent d'accord avec 9 à 13 affirmations antisémites.

II- Une minorité perçue comme particulièrement bien intégrée à la communauté nationale

Les préjugés antisémites largement répandus cohabitent avec le sentiment encore plus massif que **les juifs sont bien intégrés en France**.

Ainsi, une très large majorité de l'opinion publique juge que « *les juifs sont bien intégrés en France* » (89%, -1) ou que « *les juifs sont des Français comme les autres* » (86%). Comme le montrent les analyses de Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale pour la CNCNDH¹⁴ issues d'un baromètre d'opinion annuel¹⁵, **les juifs restent « la minorité la mieux acceptée » en France**. Même les catégories les plus fermées à « l'autre » partagent ces opinions positives, bien qu'un peu plus faiblement : 80% des détenteurs d'un diplôme inférieur au baccalauréat ou encore 71% des sympathisants FN partagent l'opinion selon laquelle les juifs sont des Français comme les autres.

¹³ Les préjugés testés à la fois en 2014 et en 2016 sont les suivants : « les juifs sont très soudés entre eux », « les juifs ont beaucoup de pouvoir », « globalement, les juifs sont plus riches que la moyenne des Français », « les juifs sont plus attachés à Israël qu'à la France », « les juifs sont un peu trop présents dans les médias », « les juifs sont souvent plus intelligents que la moyenne », « les juifs ne sont pas vraiment des Français comme les autres », « il y a un peu trop de juifs en France ».

¹⁴ CNCNDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie : rapport 2015*, La documentation Française, 2016.

¹⁵ Baromètre *Xénophobie, Antisémitisme, racisme, anti-racisme et discriminations raciales en France*, réalisé du 4 au 11 janvier 2016 par Ipsos pour la CNCNDH et le SIG.

Cette perception d'une forte intégration des juifs de France s'ancre dans le sentiment que « *le judaïsme fait partie de la culture française* » (64%, en progression de 4 points) et que « *les juifs ont beaucoup apporté aux arts, à la musique et à la littérature* » (72%, +1 point).

Toutefois, **cette empathie comporte aussi ses limites**. D'abord, les Français ont majoritairement le sentiment qu'il est « *plutôt vrai* » que les juifs sont bien intégrés en France (61%, mais seulement 28% qui disent que c'est « *tout à fait vrai* »). De même, 39% rejettent « *tout à fait* » l'idée selon laquelle « *les juifs ne sont pas vraiment des Français comme les autres* », mais 37% ne la rejettent que « *plutôt* ». Ensuite, 69% des Français considèrent « *qu'il faut tout faire pour rassurer les juifs et les empêcher de partir de France* ». C'est certes une majorité, mais encore une fois modérée dans ses prises de position sur le sujet (seulement 20% estiment que c'est « *tout à fait vrai* ») et face à laquelle 30% estiment qu'il n'est pas vrai qu'il faille tout faire pour les rassurer et les retenir.

Enfin, on note que les jeunes ne manifestent pas une ouverture d'esprit plus forte que l'ensemble de la population en ce qui concerne l'intégration des juifs. Ils sont un peu moins nombreux à dire que les juifs sont bien intégrés en France (85% pensent que c'est « *vrai* », contre 89% pour l'ensemble de la population) et qu'ils sont un peu moins enclins à vouloir « *tout faire pour rassurer les juifs et les empêcher de partir de France* » (67%, contre 69%).

III- Une empathie vis-à-vis des juifs de France qui progresse dans le contexte actuel

Les questions portant sur la situation actuelle des juifs de France présentent **des mouvements très marqués** par rapport à l'enquête de 2014. Des évolutions qui sont **le signe d'une prise de conscience dans l'opinion publique de la situation précaire** de cette population.

III.1. Une perception nettement plus aigüe de la situation précaire des Français juifs

Parmi les nombreux actes qui, depuis 2012, ont touché les Français juifs, les attentats de 2015, et notamment celui de l'Hyper Casher à Paris, semblent avoir **joué le rôle d'un révélateur**. En effet, **la proportion de Français qui pense désormais que « lorsqu'on est juif, il existe des raisons d'avoir des craintes de vivre en France » progresse très fortement (+16 points)** par rapport à 2014 et devient très légèrement majoritaire, à 51%. Si, comme on l'a vu, les sympathisants FN sont plus sensibles aux affirmations antisémites, ils se montrent aussi significativement plus enclins à compatir avec la situation des juifs, 65% d'entre eux partageant désormais cette crainte (+18 points).

Par ailleurs, cette perception d'un antisémitisme en hausse et surtout plus violent s'accompagne d'**une diminution de ceux qui jugent que les juifs sont principalement ou en partie responsables de cette situation**. 47% des Français estiment désormais que « *les juifs n'ont aucune responsabilité* » par rapport « *à l'antisémitisme qui existe en France* », un chiffre qui progresse de 6 points en deux ans.

III.2. Le phénomène de départ de juifs est désormais bien identifié, mais il ne semble guère inquiéter les Français

Dans ce contexte de perception plus marquée des dangers qui pèsent sur la population juive, **les Français ont pris conscience du phénomène de départ de juifs pour Israël ou pour d'autres pays** : 26% jugent que ce phénomène est « *massif* » ou « *important* », un chiffre qui progresse de 8 points par rapport à 2014. De même, 62% pensent désormais que ces départs sont « *minoritaires mais non négligeables* » (+4 points), alors qu'en revanche, la part des Français jugeant ce phénomène « *marginal* » recule très fortement : -12 points, à 12%.

Un phénomène dont la signification est bien comprise : **une très nette majorité des personnes interrogées (70%) estime que les départs vers Israël sont motivés « par la crainte de la montée de l'antisémitisme »**, en **très forte hausse par rapport à 2014 (+29 points)**. Les autres raisons potentielles (religieuses, idéologique, économiques) sont en revanche en fort recul.

En revanche, il convient de noter que **ces départs ne sont considérés comme « une mauvaise chose pour la France » que par 33% des personnes interrogées**, 60% jugeant qu'il ne s'agit « *ni d'une bonne, ni d'une mauvaise chose* » et même 7% qui voient dans ces départs « *une bonne chose* ». La répartition des réponses selon la sympathie partisane semble confirmer que la question a bien été comprise par les personnes interrogées, les groupes les plus enclins à approuver des affirmations antisémites étant aussi ceux qui considèrent davantage que ces départs sont « *une bonne chose* » (sympathisants FN, faible niveau de diplôme). Des résultats qui doivent conduire à relativiser la portée des questions portant sur l'intégration culturelle et sociale des juifs en France (*cf. p. 19-20*).

Les opinions exprimées par les jeunes sont sensiblement différentes. Ils considèrent plus que l'ensemble de la population que les départs hors de France sont massifs ou importants (31%), mais ils les expliquent différemment et pensent plus souvent que les autres qu'ils sont motivés par des raisons religieuses (45% contre 37%) ou idéologiques (36% contre 34% pour l'ensemble ou économiques (15% contre 11%). **Surtout, ils considèrent un peu moins souvent que ces départs sont une mauvaise chose (27% contre 33%) et affirment plus fréquemment que ce n'est ni une bonne, ni une mauvaise chose (65% contre 60%).**

Conclusion

Réalisée deux ans après la première vague de 2014, cette enquête s'est déroulée **dans un contexte profondément bouleversé par les attaques terroristes** qui ont frappé non seulement la France, mais aussi d'autres pays occidentaux (Belgique, Danemark, États-Unis, Turquie...). De nombreux observateurs s'attendaient, à la suite de ces événements, à **un accroissement des tensions** au sein de la société française, se traduisant notamment par **un renforcement du rejet de l'« autre » et par une montée des préjugés et des idées reçues à l'égard des minorités**, au premier rang desquelles les musulmans.

La deuxième vague de l'étude montre au contraire que la progression des crispations identitaires, si elle est palpable sur plusieurs indicateurs, reste néanmoins **très limitée**. Le racisme ou les opinions négatives envers l'immigration **ne rencontrent quasiment pas plus d'écho en 2016 qu'en 2014** : la part des Français qui rejette le lien entre l'immigration et l'insécurité, qui récuse l'opinion selon laquelle les immigrés bénéficient de plus d'aide que les Français ou qui pense que l'on a tendance à rejeter sur les immigrés la plupart des difficultés du pays recule même légèrement. Parallèlement, les préjugés envers la plupart des minorités (juifs, Roms, asiatiques) ont tendance à reculer, souvent de manière assez nette. Enfin, on constate que dans leur vie quotidienne, **le rapport des Français aux personnes d'origine ou de religions différentes est très serein**. Une nette majorité des personnes interrogées côtoie régulièrement des personnes d'autres origines ou d'autres religions, et **leurs rapports sont très majoritairement apaisés**, sans que l'on constate d'évolution notable par rapport à 2014 qui indiquerait une aggravation des crispations identitaires. Ces tendances semblent confirmer les enseignements d'autres enquêtes réalisées depuis les attentats de janvier 2015 et qui indiquaient une stabilité, voire un léger recul des tensions identitaires en France¹⁶.

Le constat en ce qui concerne la perception par les Français de l'islam et des musulmans est plus complexe, même si elle **ne témoigne pas non plus d'une forte dégradation** de la plupart des indicateurs. Globalement, **les relations au quotidien entre l'ensemble des Français et leurs concitoyens musulmans ne se sont pas tendues**. On ne constate pas non plus de montée des jugements défavorables envers l'islam en tant que tel ou envers les musulmans dans leur ensemble. Toutefois, sur deux aspects, on note **une progression sensible des crispations** qui tranche dans ce climat relativement serein. Tout d'abord, **la visibilité de l'islam dans l'espace public** pose plus problème qu'en 2014 : le rejet du voile intégral ou des « tenues traditionnelles » musulmanes pour les hommes se renforce, et les « accommodements » possibles entre l'islam et la République (construction de mosquées, menus ou jours fériés spécifiques) font de moins en moins consensus. D'autre part, on note **une inquiétude diffuse vis-à-vis des hommes musulmans**, comme s'ils étaient porteurs d'une menace potentielle plus palpable que leurs coreligionnaires femmes. Ainsi, alors que l'acceptation du mariage d'un de ses fils avec une musulmane progresse, on enregistre un recul en ce qui concerne le mariage d'une fille avec un homme musulman, à rebours de la tendance générale sur toutes les minorités testées dans cette question. Le constat est le même en ce qui concerne les hommes d'origine maghrébine. Les peurs des Français **ne concernent donc pas l'islam ou les musulmans en tant que tels**, mais elles se portent plus sur **la figure symbolique de l'homme musulman**.

¹⁶ Baromètre *Xénophobie, Antisémitisme, racisme, anti-racisme et discriminations raciales en France*, réalisé du 4 au 11 janvier 2016 par Ipsos pour la CNCDDH et le SIG ; Baromètre *Fractures Françaises*, réalisé du 22 au 27 avril 2015, puis du 15 au 19 avril 2016 par Ipsos pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et Sciences Po.

Les attaques terroristes ont eu aussi un effet très net sur **la perception par les Français de la minorité juive**. Certes, les préjugés et les idées-reçues antisémites restent **très largement répandues dans le grand public**, mais cette adhésion **régresse sensiblement** par rapport à 2014. Parallèlement, une grande majorité des personnes interrogées continue à penser que les juifs sont bien intégrés en France. Surtout, à la faveur d'attentats qui ont touché l'ensemble des Français et non plus certaines catégories bien précises, on constate dans l'opinion **une empathie accrue envers les craintes ressenties par les juifs** : un Français sur deux considère désormais que les juifs ont des raisons d'avoir peur de vivre en France, un chiffre en très forte hausse par rapport à 2014. De même, le départ de Français juifs pour Israël ou d'autres pays, un phénomène beaucoup mieux perçu qu'il y a deux ans, est désormais fréquemment lié à la montée de l'antisémitisme. Les Français, qui se sentent désormais pleinement touchés par le djihadisme, **s'identifient certainement beaucoup plus aux craintes** d'une minorité qui a été parmi les premières à en être les victimes.

On doit par ailleurs noter que ces évolutions par rapport à la vague de 2014 **ne concernent pas les mêmes groupes selon les sujets abordés**. Comme on l'a vu à propos de l'immigration, **les sympathisants de droite modérée se montrent nettement plus ouverts** qu'il y a deux ans, alors qu'au contraire **les proches du FN se crispent davantage**. En revanche, **en ce qui concerne l'islam, c'est avant tout parmi les sympathisants de gauche que l'on enregistre des positions plus méfiantes, voire hostiles**, qu'il y a deux ans, alors que la stabilité est presque totale à droite et au FN. Enfin, **pour ce qui est des préjugés antisémites, on relève une amélioration nette à gauche comme à droite, mais beaucoup plus limitée chez les proches du Front National**. Ces évolutions variées selon les sujets peuvent être liées aux opinions préexistantes des individus qui les amènent à réagir différemment aux événements, ainsi qu'au positionnement et au discours des acteurs politiques de chaque camp. Il sera intéressant de vérifier si ces tendances se poursuivent à l'avenir.

Malgré ces évolutions divergentes selon les minorités entre les deux vagues de notre enquête, le profil des personnes qui rejettent « l'autre », ou qui du moins partagent de nombreux préjugés à son égard reste très stable. Selon une logique déjà mise en avant par Theodor Adorno¹⁷, puis par Seymour Martin Lipset¹⁸ dans les années 1950, **les catégories populaires, c'est-à-dire les ouvriers et les employés ou encore ceux ayant un revenu modeste se montrent sensiblement plus hostiles aux minorités**. Tout au long de l'étude, c'est toutefois **le niveau de diplôme qui semble être le facteur le plus explicatif de l'adhésion aux préjugés ou du rejet des minorités**. Etant donné la corrélation entre le vote et la position sociale, on retrouve sans surprise une dimension politique très forte à ce rejet, les sympathisants du FN, et dans une moindre mesure, de la droite modérée étant plus enclins à faire état d'attitudes et de comportements hostiles ou méfiants à l'égard de l'« autre ». Une logique sociale qui est d'ailleurs la même, quelle que soit les minorités qui sont testées : ce sont **les mêmes catégories, et très probablement les mêmes individus qui rejettent les musulmans, les juifs, les Roms, les homosexuels, etc.** Reste cependant qu'une minorité non négligeable de Français diplômés de l'enseignement supérieur ou de sympathisants de gauche témoigne de positions ethnocentristes, signe que les logiques sociales et politiques ne sont pas les seules à jouer.

Par ailleurs, notre volonté de comprendre plus précisément le rapport des jeunes de 18-30 ans à l'« autre » montre que ces derniers **ne se distinguent pas significativement** de la moyenne des

¹⁷ Theodor W. Adorno, T. W., Else Frenkel-Brunswik, Daniel J. Levinson, R. Sanford, *The Authoritarian Personality*, Harper and Row, 1950.

¹⁸ Seymour Martin Lipset, "Democracy and Working Class Authoritarianism", *American Sociological Review*, vol. XXIV, n° 4, 1959.

Français sur la plupart des thématiques abordées. Contrairement à certaines idées reçues sur une jeunesse diverse et multiculturelle, ils ne côtoient pas plus de personnes ayant une religion ou une origine différente de la leur que la moyenne des Français. Leurs relations avec ces personnes sont aussi bonnes que pour l'ensemble de la population. Parallèlement, ils ne se montrent pas plus rétifs aux opinions racistes ou hostiles à l'immigration que l'ensemble de la population.

Les jeunes de 18 à 30 ans ne se différencient de l'ensemble de la population que sur trois points, mais ils sont significatifs. Tout d'abord, ils se montrent **nettement moins conservateurs à propos de l'homosexualité**, confirmant l'ensemble des études sur le sujet parues à l'occasion des débats autour du mariage pour tous¹⁹. D'autre part, ils sont **significativement plus tolérants que la moyenne envers l'islam**, que cela concerne sa visibilité dans l'espace public (sur l'aspect vestimentaire comme sur les mesures testées) ou l'éventualité du mariage d'un enfant avec un(e) musulman(e). Enfin, **la prégnance des préjugés antisémites est sensiblement moins forte** parmi eux, et cela sur la quasi-totalité des items testés : au total, 36% d'entre eux approuvent peu d'affirmations antisémites (deux ou moins), contre 29% de l'ensemble de la population. Une différence qui ne doit pas faire oublier que 46% des jeunes approuvent cinq des préjugés testés ou plus, un chiffre élevé, même s'il reste inférieur à celui de l'ensemble des Français (52%).

¹⁹ Léa Morabito, Manon Réguer-Petit, *L'acceptation de l'homosexualité et de l'adoption par les couples homosexuels à six mois de l'élection présidentielle de 2012*, Sciences Po, 2012.